

12 octobre 2004 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les liens entre la France et Hong Kong, les relations franco-chinoises, les rapports entre la Chine et Taiwan, la violence au Proche-Orient et en Irak, le statut de Hong Kong, l'élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU au Japon et à l'Allemagne, et la levée de l'embargo européen sur les armes vers la Libye, à Hong Kong le 12 octobre 2004.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, Messieurs,

Nous arrivons au terme d'un périple. Je dis cela non pas que le périple n'ait pas été, en tous les cas de mon point de vue, extrêmement intéressant, mais parce qu'il a tout de même été un peu lourd, notamment pour les conditions de travail, les miennes et les vôtres, cela ne m'a pas échappé. Donc, je souhaiterais que vous en gardiez néanmoins un bon souvenir, ce qui est mon cas.

Je n'étais pas venu à Hong Kong depuis un certain temps, depuis plus de 10 ans je crois, et j'ai beaucoup de plaisir à me retrouver dans cette étonnante et fascinante cité qui est une espèce de point fort du monde et bien entendu pour nous en particulier, une ouverture sur la Chine.

J'ai eu un entretien avec le Chef de l'Exécutif et ses principaux collaborateurs où nous avons évoqué, d'une part, la relation forte qui existe depuis longtemps entre Hong Kong et la France et qui se traduit par le fait que Hong Kong est un partenaire économique majeur pour nous. 6000 Français y habitent et y travaillent, ce qui est une communauté importante, la première d'Asie. Environ 500 entreprises françaises sont présentes à Hong Kong et de plus en plus, des entreprises et notamment des petites et moyennes entreprises ou des grandes entreprises pensent qu'Hong Kong est la bonne porte pour venir s'associer au développement considérable de l'ensemble de cette région.

J'ai tenu à développer un point particulier auprès des autorités de Hong Kong Est qui est l'intérêt que la France attache à la réalisation du grand centre culturel de Kowloon Ouest qui est prévu et qui devrait être décidé dans le début de l'année prochaine ce sera un véritable lien entre l'Asie et l'Occident et la France est candidate pour en être partenaire. Nous sommes candidats au partenariat pour le Centre Georges Pompidou et j'ai développé l'intérêt qu'il y aurait, pour Hong Kong, à s'associer au Centre pour ce grand projet. Il est sans aucun doute, sur le plan de son fonds, de ses ressources, de son expérience sans équivalent dans le monde. Il n'y a pas une fondation qui aujourd'hui ait à la fois l'expérience, l'ampleur et les collections du Centre Georges Pompidou. J'ai eu le sentiment que les autorités de Hong Kong et le Chef de l'Exécutif étaient très attachés à ce projet, sensibles à sa réalisation, éventuellement, avec la France et le Centre Pompidou.

En terminant ce voyage, je ferai quelques réflexions mais je voudrais surtout répondre à vos questions.

Un jour, Monsieur DENG Xiaoping qui faisait un voyage officiel en France, en 1975, alors que j'étais Premier Ministre et que nous avions des entretiens, m'avait dit : "n'oubliez jamais, Monsieur CHIRAC, que le temps en Chine est plus long qu'en Europe". Je me suis toujours imprégné de cette réalité et on le voit. Depuis 1997, nous avons essayé d'engager avec la Chine un partenariat fondé sur une approche, je dirais, de même nature, des problèmes du monde. Une vision identique du monde c'est-à-dire un monde multipolaire, respectueux du multilatéralisme. A partir de cette vision commune, à partir des équilibres internationaux, nous avons petit à petit développé un partenariat, d'abord politique notamment lors de nos premiers entretiens avec le Président JIANG Zeming puis économique, à l'occasion du dernier voyage en France du Président HU Jintao. Tout ceci, petit à petit, constitue un socle solide de développement de nos relations à la fois économiques et culturelles. J'ai pu observer que cette voie était la bonne et que la nature et l'intensité de ces relations, dans le respect de nos intérêts mutuels, étaient sans aucun doute satisfaisantes.

Je reviens donc de ce voyage conforté dans l'idée qu'un partenariat entre l'Europe et la Chine et entre la France et la Chine est une réalité qui s'impose, à la fois pour l'Europe et pour la Chine et que nous devons développer. Et je suis assez optimiste pour ce développement.

Voilà, je voulais simplement faire ces quelques réflexions avant de vous laisser le soin de poser les questions.

QUESTION - Durant ce voyage vous avez beaucoup parlé de l'importance croissante de la Chine dans l'économie mondiale. Croyez-vous que ce soit possible, pour la France, que la Chine devienne à l'avenir un partenaire économique plus important que les États-Unis ? Et deuxième question, quand vous retournerez en France, est-ce que vous allez conseiller aux étudiants français d'apprendre le chinois en première langue et l'anglais en deuxième ou d'autres langues ?

LE PRÉSIDENT - D'abord, nous ne sommes pas dans un contexte de compétition. Ce qui est sûr, c'est que les relations et les échanges entre l'Union européenne et la Chine sont destinés à se développer et, qu'à mon avis, l'Union européenne est destinée à être le premier client, le premier fournisseur et le premier partenaire de la Chine.

Dans ce contexte, il est certain que la France a vocation d'être l'un des moteurs de cette évolution. Pour ce qui concerne la maîtrise du chinois, hélas, en France, nous ne sommes pas très doués pour les langues, à peine plus que nos amis anglais, et encore, cela doit pouvoir se discuter. Je le déplore, c'est incontestablement l'une des faiblesses congénitales des Français, ce mal qu'ils ont à apprendre une langue étrangère, ce qui est de plus en plus nécessaire dans le monde tel qu'il évolue. Alors, c'est vrai pour toutes les quelques très grandes langues, c'est vrai pour les autres aussi. Notre insuffisance dans la connaissance du chinois est notamment un vrai handicap. Je n'en prends qu'un exemple : nous avons beaucoup de mal aujourd'hui à avoir des diplomates sinophones il faut donc faire un effort plus important. Le Ministre des Affaires étrangères est conscient de cette situation et, pour ce qui concerne son administration, tout à fait déterminé à donner une impulsion au développement des langues essentielles, au premier rang desquelles se trouvent le chinois, l'arabe, le japonais...

En ce qui concerne l'accueil des étudiants, nous avons décidé d'augmenter les moyens mis à la disposition des étudiants chinois pour venir en France. Ce n'est pas cela qui apprendra le chinois aux Français, mais il y aura une augmentation du nombre des bourses grâce à l'action du Comité d'Honneur des Années croisées qui a décidé de continuer à recueillir des fonds et de financer, en plus de l'effort de l'État, des bourses pour les étudiants chinois en France. Et je fais le maximum pour encourager les Français à apprendre le chinois.

QUESTION - Vous avez engagé le premier pas pour créer une politique de dialogue, et non pas de confrontation, sur le problème des Droits de l'Homme avec la Chine, et vous avez pris, parmi les premiers, l'initiative de conseiller à l'Union européenne la levée de l'embargo sur les armes contre la Chine, et maintenant l'Union européenne hésite sur la reconnaissance de la Chine comme un pays du marché. Est-ce que, dans ce domaine, vous voulez aussi prendre quelques mesures pour reconnaître la Chine comme une économie de marché ?

LE PRÉSIDENT - Sur le premier point, j'ai déjà dit, à maintes reprises, que pour moi, défendre

les Droits de l'Homme partout dans le monde, c'est une exigence et une fierté, pour toutes les raisons sur lesquelles je n'ai pas besoin de revenir et je le fais en toute circonstance. Donc, l'objectif n'est pas en cause. Je prends soin d'avoir avec toutes les organisations non gouvernementales compétentes notamment francophones, un lien permanent, en particulier lors de la préparation de mes voyages.

J'ai été très sensible au fait que le Président HU Jintao ait choisi la tribune de l'Assemblée nationale française pour développer ses idées sur l'évolution des Droits de l'Homme en Chine. C'était un signe fort de cette grande et vieille nation qu'est la Chine, dont la culture est différente de la nôtre et dont les évolutions prennent naturellement du temps.

De la même façon, j'ai été heureux d'apprendre que, pour la première fois, la Chine venait d'inscrire tout récemment dans sa Constitution la reconnaissance des Droits de l'Homme. La Chine est un pays de l'écrit et par conséquent, ce qui est important, c'est que les choses ne soient pas dites mais écrites. De ce point de vue, la coopération que nous avons engagée entre spécialistes du droit français et chinois - des juristes français, des professeurs, des techniciens qui travaillent en permanence avec leurs collègues chinois pour élaborer des textes, des réformes, des codes -, est beaucoup plus positive que toute autre chose pour faire évoluer la situation. Je crois que c'est par le dialogue et certainement pas par la confrontation que l'on peut connaître les évolutions qui semblent souhaitables pour le monde de demain.

Sur l'embargo, je n'y reviendrai pas, je vous ai donné mon sentiment : je considère que cet embargo est tout à fait obsolète, il a été décidé il y a une quinzaine d'années et aujourd'hui rien et notamment la production militaire chinoise ne le justifie. C'est simplement un problème, je dirais, un peu de face, et il est absurde de le maintenir. Je crois que c'est un sentiment qui devient majoritaire en Europe et, dans les prochains mois, je pense que cette affaire sera réglée, c'est-à-dire décidée, au niveau de l'Union européenne.

Je suis aussi partisan de la reconnaissance du statut d'économie de marché à la Chine, parce que je constate que cela correspond aux réalités économiques d'aujourd'hui. Là encore, je vois que la plupart des gouvernements européens s'orientent dans la même direction, et je pense que dans les mois qui viennent, cette reconnaissance pourra avoir lieu. Il faut être un peu concret et voir les choses telles qu'elles sont et pas telles que l'on voudrait qu'elles soient.

QUESTION - A l'issue de cette visite importante et probablement historique, je voudrais avoir votre sentiment concernant l'éventualité de l'évolution de la Chine, c'est-à-dire une Chine puissante, à la fois sur le plan économique et sur le plan militaire mais non démocratique. Ne présenterait-elle pas une menace pour le monde extérieur ?

LE PRÉSIDENT - Je crois avoir dit quelle était ma vision de l'évolution de la Chine : elle s'appuie sur cinq mille ans d'histoire. J'ai toujours observé que la caractéristique de l'histoire de la Chine est de connaître une espèce de grand mouvement historique, caractérisé par la succession de trois phases : Il ne faut jamais oublier que la Chine est en réalité un empire, quatre-vingt-quinze pour cent des Chinois ont la même origine ethnique, ils sont des fils de HAN. Alors, il y a généralement une phase qui est une phase de dislocation, d'interventions étrangères venant des frontières, et qui a pour caractéristique beaucoup de malheurs, des guerres et un recul à la fois économique, social et culturel.

Et puis, à un certain moment, il y a une réaction. C'est une deuxième phase, courte, en général quelques décades, qui est une phase de reprise en main souvent brutale, et de reconstitution de l'unité de l'empire. A cette deuxième phase succède toujours une troisième qui est une longue phase de développement, de paix et surtout de développement économique social, et culturel. Vous pouvez regarder ce qui se passe depuis cinq mille ans en Chine, vous observez ce phénomène.

Je crois que nous sommes entrés aujourd'hui dans la troisième phase et que la tendance lourde de la société chinoise, c'est maintenant le développement, sans aucun doute pacifique, si les circonstances le permettent. J'ai, pour ma part, une certaine confiance dans les conséquences que ce développement amène sur l'ensemble de la société y compris les Droits de l'Homme au sens large du terme, mais aussi les conséquences dans le domaine culturel, social, que permet

l'accroissement des richesses.

Voilà mon sentiment sur la Chine. C'est la raison pour laquelle je n'ai aucune crainte face à une Chine puissante. De toute façon, crainte ou pas crainte, la Chine sera puissante.

QUESTION - Monsieur le Président, à quelqu'un qui vous regardera tout à l'heure à la télévision en France, à Paris, à Marseille, à Lille ou dans un petit village, qu'est-ce que vous aimeriez lui dire pour conclure ce voyage, pour le résumer, sur le thème des contrats et sur le thème de la peur des délocalisations ?

LE PRÉSIDENT - Je voudrais leur dire que si l'on veut avoir une économie française solide, qui produise des revenus, qui permette d'améliorer la situation sociale, et qui produise de l'emploi, ce qui est un grand problème pour nous, pas seulement pour nous, il faut aller chercher la croissance là où elle est. Aujourd'hui, personne ne conteste que la croissance se trouve en Asie. Nous devons donc être présents. D'abord, si nous n'y sommes pas, d'autres prendront notre place. Ensuite et surtout, chaque fois que nous participons à cette croissance, nous en tirons un grand profit, nous en tirons plusieurs profits. Chaque fois que nous nous implantons sur un marché en Asie, l'essentiel des revenus que nous en tirons vient en France et l'essentiel du travail qui en découle se fait en France. Cela n'a aucun rapport avec le problème des délocalisations qui est un autre problème. Un problème extrêmement sérieux sur lequel je suis tout prêt à dire ce que je pense, mais qui est un problème d'une autre nature.

Je vais vous donner quelques exemples. Toutes les entreprises qui sont ici avec moi, les grandes ou les PME, celles qui ont conclu des accords ou des contrats à l'occasion de ce voyage, l'essentiel du travail que représentent ces contrats, sera fait en France. Tout à l'heure, le Président d'Alstom, qui vient de signer des contrats pour des trains et des métros, l'a expliqué. C'est plusieurs centaines, cinq à six cents, disait-il, entreprises moyennes ou petites, qui en France, en Europe, participent au travail global qu'implique la livraison de ces engins au métro chinois ou au train chinois. Il a cité l'exemple d'une entreprise qui est venue s'installer pour vendre des câbles. Depuis qu'elle s'est installée en Chine, c'est deux cents emplois qui ont été créés dans la Marne. Ce sont des exemples que l'on pourrait multiplier.

L'investissement du marché chinois ou, plus généralement asiatique, se fait forcément au profit de ceux qui s'y implantent. Il faudrait prendre conscience du fait que cela ne doit pas être uniquement nos partenaires et amis européens qui bénéficient de cette situation, mais que nous devons, nous aussi, en bénéficier. Je crois que sur ce point les choses sont maintenant probablement mieux comprises, il ne faut pas mélanger ce problème avec celui des délocalisations. Il y a en France un problème lié à la situation difficile de certains secteurs qui risquent effectivement pour des raisons tenant aux conditions sociales essentiellement, de se délocaliser, généralement pas vers la Chine d'ailleurs, mais vers l'Europe de l'Est ou d'autres endroits.

Et là, il faut réagir. C'est ce qu'a engagé le gouvernement en prenant un certain nombre de dispositions pour encourager les entreprises à travailler et à donner de l'emploi en France. Ce sont les dispositions pour les pôles technologiques, pour la défense des entreprises ou des secteurs menacés sur la taxe professionnelle, pour diminuer des charges trop lourdes et inadaptées et qui étaient un handicap pour certaines entreprises, etc... C'est un autre problème et une autre politique. Ce qui est sûr, en tous les cas, c'est qu'il faut aller chercher la croissance là où elle est si l'on veut avoir des revenus et des emplois en France.

QUESTION - Monsieur le Président, j'ai deux questions à vous poser. Le Président taiwanais dimanche a proposé un dialogue de paix avec la République Populaire de Chine sur la base de ce qui s'était fait avec Hong Kong en 1992 mais sans parler du principe d'une Chine unique. Cela a été perçu avec beaucoup de scepticisme, à la fois à Pékin et par l'opposition à Taiwan, mais en même temps cela a été appuyé par le Japon et les États-Unis. J'aimerais savoir quelle est la position française et quelle est votre évaluation de ce qui se passe dans ce domaine ?

Deuxièmement, vous avez parlé d'un monde multipolaire après la guerre en Iraq et nous savons quelle importance vous accordez aux relations sino-françaises et à l'accroissement de ces relations depuis la guerre en Iraq. Mais, dans le cas où le Sénateur Kerry gagnerait les élections américaines et il souhaite rétablir les relations plus chaleureuses avec l'Europe, est-ce que vous

américain, et il souhaite restaurer les relations plus amicales avec l'Europe, est-ce que vous allez continuer à voir la Chine comme un partenaire stratégique ?

LE PRÉSIDENT - Sur le premier point, vous connaissez la position de la France. Je suis inquiet de la situation dans le détroit de Taiwan car c'est le type de situation qui tout d'un coup risque d'échapper au contrôle, avec toutes les conséquences que cela peut avoir et qui, le cas échéant, seraient dramatiques. Par conséquent, il n'y a pas d'autre solution qu'une solution politique de dialogue. Vous savez que la France et la plupart des pays reconnaissent le principe d'une seule Chine. A partir de là, les autorités chinoises proposent le principe : un pays, deux systèmes. C'est ce qui a été appliqué à Hong Kong dans de bonnes conditions.

Pour ma part, je suis assez sensible à cette approche des choses. Ce que je sais, c'est que, pour des raisons que je peux comprendre, la Chine n'est pas disposée à admettre la rupture de ce principe d'une seule Chine. Il faut donc faire très attention. Je ne crois pas que l'accumulation d'exportations d'armes soit de nature à améliorer les choses. Je crois qu'il faut que chacun comprenne la réalité des choses, c'est-à-dire que la communauté internationale, y compris les Américains dans leurs propos diplomatiques, souhaite qu'il y ait une seule Chine. Sur les modalités, je le répète, on peut en discuter. Mais ce n'est pas en surarmant l'une des parties qu'on aura une solution raisonnable et pacifique de ce problème.

Vous avez évoqué la relation sino-française. Vous avez eu l'air de dire qu'elle était liée à une approche sur l'Iraq. Ce n'est pas exact, elle était antérieure à cela. Il se trouve que nous avons effectivement eu la même réaction sur l'Iraq. Rien aujourd'hui ne nous permet d'être à proprement parler optimistes. On verra bien. Nous avons évoqué les élections américaines. On verra bien ce que donneront les élections américaines. Ce n'est pas de nature, ni de près ni de loin, à remettre en cause les relations entre la Chine et la France.

QUESTION - Monsieur le Président, j'ai une question qui concerne le Moyen-Orient, cette région du monde qui connaît une flambée de violence, que ce soit dans les territoires occupés ou bien en Iraq. Actuellement, la politique américaine est paralysée par les élections. La politique européenne est au point mort. Qu'est-ce que la politique française peut faire ou comment peut-elle se rendre utile et efficace pour mettre fin à cette violence qui menace toute la région ?

LE PRÉSIDENT - Il est certain que les violences qui caractérisent la région, aussi bien dans les rapports israélo-palestiniens qu'en Iraq, créent une situation là encore qui échappe un peu à tout le monde. Qui créent des drames sur place, qui permettent ou plus exactement, suscitent le développement du terrorisme et pas seulement dans la région, y compris dans beaucoup de régions du monde. Elles participent à une espèce de folie qui est l'opposition entre l'Occident et l'Islam, une absurdité, mais une absurdité excessivement dangereuse. Tout ceci, je le répète, doit être maîtrisé et il faut bien reconnaître que cela ne pourra être maîtrisé que si on a une approche différente et que si tout le monde s'y met. Une approche différente, c'est-à-dire une approche pacifique et de dialogue. Et si tout le monde s'y met, c'est-à-dire si ensemble la Communauté internationale fait les actions nécessaires, et au premier rang naturellement nos amis Américains. Nous n'en sommes pas là pour le moment, et je le déplore.

QUESTION - Monsieur le Président, nous sommes à Hong Kong. Il y a un statut particulier. Un des objectifs est d'y instaurer le suffrage universel à l'horizon 2007-2008. Je crois que vous y êtes favorable. La Chine visiblement y est hostile. Est-ce que, dans la perspective des jeux olympiques de 2008, vous pensez que la Chine pourrait faire un effort et favoriser l'instauration du suffrage universel et donc une plus grande démocratie à Hong Kong ?

LE PRÉSIDENT - Dans l'état actuel des choses, les accords qui ont été passés pour la région spéciale de Hong Kong ont été respectés. Les élections ont eu lieu de façon parfaitement démocratique et d'ailleurs elles n'ont été contestées par personne. Elles suivent l'évolution qui a été prévue. Je n'ai entendu personne remettre en cause cette évolution et je souhaite donc qu'elle se produise tout à fait normalement et qu'il n'y ait aucune polémique possible, notamment dans les grands moments pour la Chine de demain, c'est-à-dire les jeux olympiques et l'exposition universelle de Shanghai.

QUESTION - Je voulais juste prolonger sur l'Iraq. On sait désormais que le principe d'une conférence internationale a été décidé pour la fin du mois de novembre à l'initiative du Président

Moubarak. Quel devrait être l'ordre du jour et les conditions pour que la France y participe ?

LE PRÉSIDENT - La France est tout à fait décidée à participer. Naturellement, il va falloir que les ministres des Affaires étrangères se mettent d'accord sur l'ordre du jour et sur les participants. Mais, dans la mesure où l'objectif est que la résolution pertinente soit appliquée, c'est-à-dire qu'il y ait des élections à la date prévue - si c'est possible, ce que nous souhaitons tous naturellement et ce qui est nécessaire - qu'il y ait création d'un véritable gouvernement et que l'on puisse parler de l'ensemble de cette évolution, y compris au-delà des conditions de retour à la complète souveraineté qui implique le départ des forces d'occupation dans des conditions qui ne demandent à être précisées, alors la France sera, bien entendu, tout à fait participante à cette conférence internationale. Je vous rappelle qu'à l'origine, elle avait été proposée par la Russie et la France, ensemble, il y a un an ou un an et demi.

QUESTION - La Chine et la France sont en face d'une même question : l'Allemagne et le Japon veulent être membres permanents du Conseil de Sécurité. Ce sont nos voisins respectifs, mais du point de vue historique, ces deux pays ont fait la guerre respectivement avec la France et la Chine. Je voudrais connaître votre position envers l'Allemagne et le Japon, et si vous aviez le choix, quel serait votre choix concernant ces pays ?

LE PRÉSIDENT - Vous savez, la guerre c'est déjà vieux. J'ajoute que nous en avons tiré les conséquences en organisant l'Europe, la construction européenne, précisément pour rendre impossible la guerre et pour enraciner à la fois la démocratie et la paix en Europe. Nous n'allons pas aujourd'hui contester cela et je souhaite ardemment que l'Allemagne qui est la troisième ou quatrième puissance du monde soit membre du Conseil de Sécurité. Il me semble que c'est la justice et l'intérêt de tout le monde.

La vérité, c'est que je dirais la même chose du Japon, nous souhaitons également que le Japon soit membre du Conseil de Sécurité. Nous souhaitons un élargissement qui, à nos yeux, est politiquement nécessaire et qui correspond au monde d'aujourd'hui. Un élargissement du nombre des membres du Conseil de Sécurité dits permanents, au Japon et à l'Allemagne notamment, mais également à d'autres pays comme le Brésil, comme l'Inde et aussi un grand pays africain qu'il appartiendra à l'Afrique de choisir en son sein. C'est une nécessité. J'ajoute qu'il faut également, à mon avis, augmenter le nombre des membres non permanents de façon à avoir une vision du monde qui soit un peu plus réaliste.

QUESTION - L'Union européenne a levé l'embargo sur les armes pour la Libye hier, est-ce à dire que la Libye a fait son mea culpa pour l'Europe et est-ce que vous allez en Libye, et quand exactement ?

LE PRÉSIDENT - L'Union européenne a décidé de lever l'embargo en ce qui concerne la Libye, pour des raisons sur lesquelles je ne reviens pas et qui ont été largement explicitées par le Conseil européen. Le ministre français des Affaires étrangères revient de Libye et j'ai moi-même l'intention, avant la fin de cette année, de me rendre à l'invitation qui m'a été faite depuis déjà un certain temps d'aller en Libye. Une première condition, qui était que les affaires du vol français soient réglées, ce qui est le cas. La deuxième, l'affaire de la boîte de nuit allemande, qui avait été l'objet d'un attentat avec un certain nombre de morts, a également été réglée. A partir de là, et à partir de la levée de l'embargo et de la décision européenne, je suis tout à fait disposé à aller en Libye et je m'y rendrais avant la fin de cette année.

Je vous remercie.